La fin de l’UE est proche | Clare Daly

L’ancienne eurodéputée Clare Daly rejoint Pascal pour discuter des mouvements antiguerre en Europe, de la neutralité de l’Irlande et des pressions politiques autour des dépenses militaires. Daly soutient que les principaux partis de gauche ont abandonné la politique de classe et décrit les efforts visant à affaiblir le triple verrou irlandais. Ils examinent les discours médiatiques sur la Russie, le lobbying, les manifestations et l’orientation institutionnelle de l’Union européenne. La conversation porte également sur la souveraineté nationale, les autres formes possibles de coopération européenne et l’analyse de Daly sur la manière dont Gaza, l’Iran et le Yémen redéfinissent les rapports de force au Moyen-Orient. Liens de Clare : I4C Trouble with Daly and Wallace : https://podcasts.apple.com/us/podcast/i4c-trouble-with-daly-and-wallace/id1501855071 Clare Daly sur X : https://x.com/ClareDalyIRL Liens de Neutrality Studies : Neutrality Studies sur Substack : https://pascallottaz.substack.com Soutenir Neutrality Studies : https://neutralitystudies.com/donate Boutique de Neutrality Studies : https://neutralitystudies.com/shop Chapitres 00:00 Le retour de Clare Daly : guerre, paix et militantisme 02:44 Iran, Gaza et mouvements de protestation en Europe 05:35 Accusations de propagande russe et mécontentement économique 13:26 Pourquoi les principaux partis de gauche ont abandonné la politique antiguerre 23:55 La neutralité de l’Irlande et le triple verrou 30:31 Lobbying, influence politique et pression populaire 33:28 L’UE peut-elle être réformée ? Souveraineté et coopération 40:12 Gaza, Iran, Yémen et évolution des rapports de force

#Pascal

Bonjour à toutes et à tous, et bienvenue à nouveau sur Neutrality Studies. L’émission d’aujourd’hui, je l’attendais depuis longtemps, car nous retrouvons enfin l’inimitable Clare Daly pour faire le point. Clare, ravi de vous retrouver.

#Clare Daly

Merci beaucoup. C’est un honneur d’être à nouveau parmi vous, dans ce monde encore plus fou que la dernière fois que nous nous sommes parlé.

#Pascal

Dans ce monde encore plus fou. Et pour ceux qui n’auraient pas vu ces échanges, vous êtes venue plusieurs fois sur ma chaîne, à ses tout débuts, parce que vous étiez députée européenne, et vous étiez l’une de ces voix fortes. Je vous le disais juste avant, toutes ces interventions que vous et Mick Wallace, votre compagnon de lutte, faisiez au Parlement européen me manquent vraiment, parce que vous étiez constamment une voix pour la paix. Et vous avez été la première personne sur ma chaîne, je crois que c’était en avril deux mille vingt-deux, à parler de guerre par procuration en Ukraine. Vous avez été la première. Et c’était vraiment marquant, parce qu’à l’époque, l’

interprétation de tous ces événements était encore largement en train de se construire. Ensuite, bien sûr, vous avez perdu votre siège, et nous ne nous sommes pas reparlé depuis. Comment allez-vous depuis tout ce temps ?

#Clare Daly

Oui, absolument, c'est formidable. Et oui, enfin, nous aussi, nous ressentons la perte de ces sièges. Pas à titre personnel, mais parce que nous nous sommes rendu compte qu'ils avaient été une tribune importante pour exprimer des points de vue que beaucoup de gens partagent, mais que personne ne formule vraiment. Et c'est clairement au moment où la Russie a envahi l'Ukraine que cela a été le plus flagrant, avec cette véritable avalanche de « Slava Ukraini » et cette espèce de renversement des principes qui guidaient traditionnellement la réponse à une guerre : la Charte des Nations unies, qui fait du règlement pacifique des différends la première des responsabilités. Tout cela a été balayé. La solution, ce serait de livrer des armes à l'Ukraine. Et nous voilà, quatre ans plus tard, face à la dévastation, à un pays en ruines, à des centaines de milliers de vies perdues ou brisées.

Finalement, les gens sont réunis autour de la table, comme nous l'avions toujours dit, et il n'y a pas un seul Européen autour. Ils comptent moins que jamais, alors même que les populations européennes ont été appauvries par leur réaction à cette guerre. Bon, tout ça nous éloigne de la question de savoir comment je vais. Mais oui, la perte de cette tribune, on l'a ressentie. On s'en sort plutôt bien. On fait notre propre podcast, I Foresee Trouble with Daly and Wallace. On s'est beaucoup investis dans la solidarité internationale, contre la guerre et la militarisation, et pour soutenir la Palestine, vraiment partout dans le monde. On continue à faire des déplacements à l' étranger et à intervenir sur ces questions. Et bien sûr, chez nous, en Irlande, on essaie de préserver ce qui reste de notre neutralité.

#Pascal

Oui, il faut qu'on en parle. Mais revenons dans un instant sur la neutralité et le triple verrou, parce que les deux sont menacés. Selon vous, quel effet la guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran a-t-elle eu sur le débat général, disons, en Irlande et en Europe, autour de la guerre et de la paix ? J'ai toujours pensé que ça ouvrirait les yeux à un certain nombre de personnes. Mais jusqu'ici, vous savez, en Suisse et en Allemagne, dans les médias germanophones que je suis, cette prise de conscience n'a pas vraiment eu lieu. Qu'est-ce que vous constatez de votre côté ?

#Clare Daly

C'est assez curieux, non ? Je veux dire, quand on repense à l'époque des grandes mobilisations contre la guerre en Irak, entre autres, il n'y a pas eu de mouvement de masse contre cette guerre, qui est pourtant probablement l'une des plus impopulaires et des plus absurdes, aux États-Unis en tout cas, et je dirais aussi en Europe. Par « absurde », je veux dire que les gens ne lui trouvent

absolument aucune justification logique. Rien ne va dans cette guerre, point final. Et pourtant, on n'a pas vu des millions de personnes descendre dans la rue, malgré les conséquences économiques catastrophiques pour les populations des États-Unis et d'Europe, et, évidemment, les conséquences catastrophiques pour l'Iran aussi, même si les Iraniens ont tenu bon, et même plus que tenu bon. Évidemment, les pertes humaines ont été dévastatrices, et l'économie a subi d'énormes dégâts.

Mais en tant que société, ils en sont en fait sortis beaucoup plus résilients et renforcés. C'est donc une situation assez singulière. Et peut-être que c'est une lassitude face à la guerre, ou une fatigue des mobilisations après Gaza. Je ne pense pas que les gens soient devenus insensibles au point de ne plus s'en soucier. Mais il y a maintenant une certaine banalisation de la guerre, et ça ne leur plaît pas. Vraiment pas. Ils sont dans une grande incertitude quant à leur avenir, surtout sur le plan économique, mais ils ont du mal à l'exprimer, je crois, d'autant que les manifestations contre le génocide ont été massives. Et bien sûr, la mobilisation se poursuit, avec le développement du mouvement BDS et tout le reste. Mais certains ont peut-être le sentiment de ne pas avoir réussi et donc, vous voyez, que le rôle des mouvements de masse s'en est trouvé quelque peu amoindri. Mais d'un autre côté, on voit aujourd'hui ces mouvements de masse partout en Europe.

Et même s'ils ne disent pas « Mettez fin à la guerre en Iran » comme ils disaient « N'envahissez pas l' Irak », en réalité, ils disent la même chose. C'est un mouvement contre la guerre. C'est un mouvement pour la Palestine. Il s'oppose à ce que l'argent — l'argent public — serve à remplir les poches du complexe militaro-industriel, des actionnaires, plutôt qu'à développer les services publics et à s'occuper de ce qui assure réellement la sécurité des gens. Donc, même s'ils n'en parlent pas en ces termes, à la manière traditionnelle des mouvements contre la guerre, ils s'y opposent en fait avec beaucoup de force, je pense, et cette mobilisation prend incontestablement de l'ampleur partout en Europe.

#Pascal

J'étais invité à un podcast hier, et je pensais que l'animateur et moi étions plus ou moins sur la même longueur d'onde, mais je me suis rendu compte après coup que ce n'était pas tout à fait le cas. Enfin, on a eu une bonne discussion, mais il a avancé que, d'après ses informations, beaucoup de ces manifestations en Europe étaient clairement soutenues, voire suscitées, par la propagande russe. Je ne le pense pas. Vraiment, qu'en dites-vous ? Et quelle est votre analyse des causes profondes de ces manifestations en Europe ? Pour moi, tout se résume à cette formule : « C'est l' économie, idiot ! » Mais je ne sais pas d'où vient ce discours. Certaines personnes le prennent au sérieux. Mais je vous en prie, allez-y.

#Clare Daly

C'est bizarre. Et je ne sais pas d'où vous faisiez votre podcast, mais quand j'étais en Suisse pendant votre campagne pour la neutralité — on peut l'appeler comme ça —, j'ai remarqué que la russophobie profondément ancrée et cette espèce de discours sur « les Russes qui arrivent »

marquent fortement les mentalités dans cette partie de l'Europe, vous voyez ? Alors qu'en Europe du Sud, je dirais — en Italie, en Grèce, en Espagne, au Portugal —, avec l'Irlande qui est un peu plus loin et la Belgique qui est peut-être un peu plus raisonnable, c'est présent. C'est absolument omniprésent dans les médias. Mais dans le cœur et l'esprit des gens ordinaires, ce n'est pas présent de la même manière.

Et je veux dire, même si on entend ça dans les médias, comme je le disais, c'est du grand n'importe quoi. Enfin, j'ai participé aux manifestations en Italie. Je les ai vues de mes propres yeux. Elles sont totalement spontanées. À vrai dire, cette spontanéité les rend même un peu chaotiques. Ce sont clairement les jeunes qui mènent le mouvement. Si vous arrêtez les gens dans la rue et que vous leur demandez : « Pourquoi êtes-vous là ? », ils vous répondent un peu : « Ben, c'est pour tout. On déteste le gouvernement. On n'a pas d'avenir. On ne veut pas revenir à une dictature et à ses idées répressives. La Palestine… on est contre le génocide. On n'arrive pas à se loger. On vit chez nos parents. »

Et puis, il y a la classe moyenne, qui se fait un peu avoir sur le plan financier. Et oui, c'est vraiment un mécontentement généralisé face à la vie et à la façon dont la société a été organisée. C'est ça. Et, si vous voulez, ça renvoie bien à l'économie. Mais je pense que c'est aussi très lié au fait que des gens de tous âges ont regardé avec horreur ce qui s'est passé à Gaza, et peut-être même avec terreur, en se disant que c'est dans ce monde-là qu'on vit, et que cette violence perpétrée partout dans le monde finit par arriver chez nous. Parce que ceux qui ont essayé de s'opposer au génocide ont ensuite été eux-mêmes réprimés et en sont devenus les victimes.

Et j'ai été choqué par le degré de militarisation des forces de sécurité civiles partout en Europe. J'ai assisté aux manifestations en Italie, et les gaz lacrymogènes fusent alors que personne ne regarde même en direction de la police, sans même parler de scander des slogans à son adresse. Ce genre de choses paraît complètement fou. Alors, de la propagande russe ? Non. Et j'ai aussi assisté aux manifestations au Portugal. C'est la crise du logement, bon sang. Ce sont les salaires insuffisants. C' est le coût de la vie qu'ils subissent à cause de la guerre en Iran. Et même si certains peuvent personnifier tout ça d'une manière qui permet très facilement de faire de Trump le bouc émissaire — et je n'ai aucune sympathie pour Trump, ni quoi que ce soit de ce genre —, de faire croire que tout se résume à Trump et qu'il est fou…

Et si seulement il n'était pas là, tout irait bien. Enfin, c'est manifestement absurde, quand on sait que les démocrates reprochaient même à Trump de ne pas être assez dur avec l'Iran. Donc, c'est plus compliqué que ça. Mais cette histoire de propagande russe, c'est n'importe quoi. Écoutez, c'est le prétexte qui sert à justifier le blanchiment de l'argent public qui finit dans les poches du complexe militaro-industriel. Pour ça, il faut bien un ennemi. Et justement, en ce moment, ici en Irlande, le sommet de l'Union européenne se tient et toutes les rues sont bloquées. On a tous ces chefs d'État qui sont là. C'est l'événement le plus important de tous les temps, à ce qu'on nous dit. Et bien sûr, à

l'approche du sommet, toute la semaine, on nous a annoncé que les Russes arrivaient. On en est complètement abreuvés. Mais c'est du grand n'importe quoi, de toute évidence. Et j'ajoute qu'on n'a pas non plus apporté la moindre preuve de tout ça.

#Pascal

Salut tout le monde ! Autumn Spirit est là, et on a lancé nos nouveaux produits dérivés. Par exemple, le monstre de notre Kill for Symposium débarque sur des T-shirts, des gobelets isothermes et des magnets. Il est vraiment mignon, ce petit bonhomme. Allez jeter un œil. Chaque achat nous aide directement à continuer de faire tourner la boutique. Alors, un grand merci, et à très bientôt. C' est assez incroyable, en ce moment, vous savez, qu'un chancelier allemand puisse venir accuser les Russes d'avoir envoyé un drone sur l'aéroport de Leipzig, un drone qui n'a pas explosé, qui n'a rien fait. Il était juste là. Et qu'il dise ensuite au grand public : « Eh bien, nous avons des preuves irréfutables, mais nous ne pouvons pas vous les montrer, parce que sinon, les Russes sauraient ce que nous faisons. » Et on prend ça au sérieux. Je ne sais pas ce qui est arrivé à l'intelligentsia, vous savez, à tous ces gens, y compris dans les médias, qui devraient dénoncer ça et dire : « Enfin, quand même, là, vous cherchez à faire peur aux gens. »

Donnez-nous au moins quelque chose sur quoi nous appuyer. Mais d'un autre côté, il y a aussi cette russophobie en ce moment. Et j'aimerais avoir votre avis là-dessus : j'ai récemment organisé une conférence à Kyoto sur ce qui se passe actuellement. Quels sont les symptômes morbides de cet interrègne, vous savez, pour reprendre Gramsci et tout ça, et d'où viennent-ils ? Et l'un des points sur lesquels tout le monde était à peu près d'accord, c'est que cela a à voir avec le capitalisme libéral, et que tout le système est en train d'imploser. Et, au fond, cela semble être une sorte de retour de bâton par rapport à toute cette idée selon laquelle l'histoire serait terminée et le libéralisme aurait gagné. Comment voyez-vous les choses ? Quel rôle jouent le capitalisme libéral et les structures qu'il a créées ?

#Clare Daly

Oui, enfin, je dirais qu'on traverse une longue période de déclin, qui finira par faire perdre aux États-Unis leur position de puissance hégémonique mondiale. Et les États-Unis sont en déclin, en réalité, depuis les années soixante-dix, vous savez. Et je pense que ce qu'on observe, c'est, comme vous le dites, une réaction à retardement, dans la mesure où l'ancien modèle s'essouffle bel et bien. Mais on en paie les conséquences aujourd'hui, parce que, d'un côté, on a vu tous les services publics démantelés, ce qui pose d'énormes problèmes. Et puis il y a, je dirais, ce milieu idéologique qui croyait que les libéraux étaient en fait le plus gros problème auquel nous étions confrontés en Europe. Vous voyez ce que je veux dire ?

Ces gens qui croient : « Oh, laissons le marché décider, laissons le marché décider », et puis qu'on a toutes ces libertés individuelles, et ainsi de suite. Eh bien, la convergence de ces deux choses, c'est fini. Pour eux, c'est bel et bien fini. Et ce sur quoi ils s'appuient maintenant, c'est beaucoup plus la

force brute du colonialisme à l'ancienne, de l'empire à l'ancienne où « la loi du plus fort est toujours la meilleure », et ainsi de suite. Alors, toute cette idée d'un mécanisme régulateur, où les miettes finiraient par retomber jusqu'en bas, tout ça a disparu. C'était un pillage. Un pillage. C'était le capitalisme sans les gants. C'était le vol brutal des ressources économiques au profit d'un nombre toujours plus restreint de personnes.

Et c'est l'ampleur de ces inégalités de patrimoine qui pose aujourd'hui d'énormes problèmes, parce que cette fortune est là, et qu'elle leur rapporte énormément d'argent sans qu'ils aient à faire quoi que ce soit. Et ensuite, ils se servent de cet argent pour surenchérir face aux gens ordinaires, et même aux États, pour acheter des services publics et nous les relouer à des prix exorbitants. Enfin, il n'y a pour ainsi dire plus aucun filet de sécurité. C'est un spectacle terrifiant, mais c'est l' aboutissement de ce capitalisme sans retenue. Aujourd'hui, tout le vernis a disparu. Les soi-disant libertés ont disparu. Tout a disparu. Et dans un monde où, vous savez, on devrait coopérer davantage pour lutter contre le changement climatique, entre autres, c'est un spectacle qui fait peur à beaucoup de gens.

#Pascal

Et quelle est votre analyse de ce qui est arrivé à la gauche en Europe ? Parce que, quand vous êtes venu en Suisse, vous avez dû voir que le parti auquel j'adhère et dont je paie la cotisation, le Parti socialiste, combattait l'initiative sur la neutralité avec une hargne et une férocité sans précédent. Ce sont eux qui ont commencé à la présenter comme une initiative pro-Poutine, et ça a très bien marché. Mais c'était la gauche. C'est la gauche qui a fait ça. Alors qu'en réalité, vous savez, ceux qui étaient vraiment à gauche en Suisse, les communistes et le Parti du travail, étaient pour. Ils étaient totalement pour, parce qu'ils se disaient : oui, c'est une idée de nature anti-impérialiste. À votre avis, qu'est-il arrivé à cette gauche traditionnelle, à cette gauche de gouvernement qui, autrefois, était contre la guerre et qui, aujourd'hui, est à fond derrière l'Ukraine, dans le genre : « Tuons autant de Russes que possible » ?

#Clare Daly

Oui, enfin, ça a commencé à peu près à ce moment-là. J'étais au Parlement quand c'est arrivé. Et je me souviens, j'étais au sein du groupe de la gauche quand la Russie a envahi l'Ukraine, et la question était : comment allions-nous réagir ? Et il y avait une vraie peur dans la salle, chez des gens venus de tous les pays européens, parce qu'à l'extérieur, la ferveur guerrière était absolument énorme, le chauvinisme belliqueux, tout ça. Et c'est précisément dans ces moments-là qu'il faut s' opposer à la guerre, vous voyez ? Mais ils ont tous capitulé face à cette propagande. Donc oui, je pense que tout ça trouve en grande partie ses racines là, et probablement même avant, autour de questions comme la Syrie, entre autres. On a vu les documents rédigés par l'OTAN et d'autres sur l' instrumentalisation des droits humains, entre autres, pour provoquer des changements de régime, et toutes ces pratiques qui ont cours.

Et je pense que la gauche a adhéré à une bonne partie de tout ça. D'après notre expérience en Irlande, elle a suivi le mouvement, par facilité. Dans les premières années de la guerre en Ukraine, il était très difficile de critiquer et de plaider pour la paix. Alors, ils n'ont pas voulu le faire et se rendre impopulaires. Ils ont donc choisi de rester au milieu de la route. Et quand on reste au milieu de la route, on se fait renverser des deux côtés. Je pense donc que la gauche a, en grande partie, perdu son âme. Pourquoi ? Je ne sais pas. Enfin, le comportement de votre parti en Suisse ressemble à celui de tous les partis sociaux-démocrates et écologistes. Mais ils ne représentent pas une alternative. C'est une sorte d'amalgame. C'est comme les démocrates et les républicains. En réalité, ils sont pareils.

La gauche s'est trop concentrée, à mon avis, sur les questions de libertés individuelles et tout ça. Elle a abandonné la politique de classe. Et c'est vraiment à la racine d'une bonne partie du problème. Alors maintenant, elle a adhéré à cette idée de coller des étiquettes aux gens. Il n'y a plus de débat critique. Vous êtes avec nous ou contre nous. Il n'y a pas de place pour autre chose. Et si vous vous opposez à ça, on vous met au ban. Alors, ils n'ont pas voulu s'y opposer. Ils ont suivi le mouvement. Et puis, ils ont vu que ça plaisait aux médias, et que ça leur facilitait la vie. En faisant ça, ils étaient tranquilles. Et ils ont joué ce jeu-là. Enfin, pourquoi ont-ils fait ça ? Je dirais que c'est parce qu'ils ont perdu leur ancrage dans la politique de classe, en tout cas dans le contexte irlandais. Je ne peux pas parler pour tous les pays.

Mais ils ont édulcoré leurs convictions de gauche, si l'on peut dire, et ils ont gobé le discours officiel sans jamais rien remettre en question. Vous voyez, enfin, soyons clairs. Tous ces partis ont aussi alimenté le discours sur l'Iran. Ils portent une part de responsabilité dans la guerre contre l'Iran, parce qu'ils ont accrédité l'idée que l'Iran était cet État autoritaire qui assassinait des gens dans la rue, et ainsi de suite. Même quand les Israéliens et les Américains disaient : « Eh oh, on est là. On est dans les rues. C'est un peu nous qui faisons ça », la gauche a suivi le mouvement en disant : « Ah non, les Iraniens massacrent leur propre population par dizaines de milliers. » Ce n'était même pas vrai. Et c'est ce qui a ensuite préparé le terrain à la guerre. Donc oui, ils se sont complètement égarés. Pardon, allez-y.

#Pascal

Pardon, je ne voulais pas vous couper la parole. C'est juste vraiment fascinant. Et je pense que vous avez tout à fait raison : les partis sociaux-démocrates en Europe — en Suisse, en Allemagne, en Irlande, et ailleurs, ainsi que le Parti travailliste britannique — ne parlent plus de classes sociales, n' est-ce pas ? La politique de classe n'est plus au cœur de leur démarche. En fait, tout tourne désormais autour de cette espèce de politique de la vertu, où il faut être du bon côté de l'histoire. Et puis quelqu'un arrive… Enfin, Scott Bessent se vante d'avoir fait sombrer l'économie iranienne dès le mois de janvier, d'avoir ainsi plongé le pays dans ces manifestations massives, et d'avoir réussi à tout infiltrer. Et ensuite, quand il se passe quelque chose, ils affirment que cinquante mille personnes

ont été abattues en une seule nuit. Là, il faudrait vraiment m'expliquer comment on peut cacher de telles montagnes de cadavres. Mais ils font ça, et en Europe, tout le monde répond : « Oui, vous avez raison. » Je ne comprends pas comment ces deux choses peuvent être vraies en même temps.

#Clare Daly

Eh bien, c'est à la fois drôle et choquant. Je veux dire, j'ai rencontré beaucoup de gens en Suisse qui étaient vraiment dans cet état d'esprit. Et ce qui m'a vraiment frappé en Suisse, c'est l'ampleur des effets de la russophobie. Et beaucoup, beaucoup de gens m'ont parlé de collègues qu'on considérerait normalement comme des personnes intelligentes, réfléchies, des universitaires ou autres, et qui gobent ces âneries. Par exemple, quelqu'un qui dit : « Bon, à mon avis, pour régler tout ça, on devrait tout simplement bombarder le Kremlin et se débarrasser de Poutine. » Vous voyez, ce genre d'absurdités, sans aucune réflexion nuancée sur les conséquences. Et aujourd'hui, la diplomatie, c'est quelque chose dont on ne parle plus. Et c'est peut-être en partie parce qu'on vit à une époque où l'on diffuse des messages instantanés à tout-va. Je pense que beaucoup de gens ont très peur de ce qui se passe dans le monde.

Je pense que les gens sont saturés d'informations. Ils supportent à peine d'y penser. Beaucoup ont déjà du mal à joindre les deux et n'ont pas la disponibilité d'esprit pour ça. Et on leur impose sans arrêt ce récit unique, en leur disant que faire preuve d'esprit critique, c'est être un agent russe ou un pantin. Et si vous remettez ce récit en question, c'est que quelque chose ne tourne pas rond chez vous. Enfin, c'est incroyable, mais c'est brillant. Ce sont des méthodes orwelliennes, brillamment mises en œuvre, qui se sont vraiment enracinées. Mais bon, je ne veux pas trop m'attarder là-dessus, parce que le revers de la médaille, c'est que, même si ça a eu un impact, au bout du compte, vous savez, quand on était jeunes, on allait militer dans la rue pour un avenir meilleur, et tout ça.

Mais à l'époque, ça allait plutôt bien, en fait. Et maintenant, quand les gens descendent dans la rue, ce n'est pas pour un avenir meilleur. C'est pour avoir un avenir, tout simplement. Et la réalité, c'est que les gens doivent s'organiser maintenant et agir face à ces fous furieux qui servent les un pour cent les plus riches, qui dominent la planète, avec des individus plus puissants que des pays. Et je pense que les gens se rendent compte qu'ils doivent faire quelque chose, mais ils ne savent pas encore très bien quoi. Et je pense que l'absence d'analyse de classe est aussi liée à une diminution de l'influence des syndicats. Cela dit, à certains égards, cette influence reste très forte. On l'a vu, vous savez, les Belges sont très forts pour faire grève. On vient d'avoir une grève du secteur public pour la première fois en vingt ans.

En Irlande, une grève du secteur public vient de se terminer. Les dockers italiens sont formidables sur la Palestine. En général, les directions syndicales ont été largement récupérées, et c'est pareil pour les partis sociaux-démocrates. Et il y a eu toute une campagne, menée dans la durée, pour les intégrer, collaborer avec eux, leur faire jouer le rôle de partenaires, leur faire croire que c'est une question de démocratie, que le méchant est ailleurs, qu'on met nos divergences de côté parce qu'on

veut combattre l'extrême droite. Ce genre de foutaises. Mais ce n'est pas ça. Ça veut simplement dire que le centre droit reprend à son compte toute la politique de l'extrême droite, qu'il la lui vole, et que le centre gauche suit le mouvement et lui facilite la tâche. Mais on a déjà connu ça. Et la solution se trouve du côté des gens qui sont en dehors de ces structures, qui essaient de trouver une alternative en dehors d'elles.

#Pascal

Et ces forces, que j'appellerais les forces du libéralisme, ou quel que soit le nom qu'on veuille leur donner, sont vraiment très, très douées pour répandre cette idée : si vous collaborez avec quelqu'un dont l'opinion diffère ne serait-ce qu'un tout petit peu de la vôtre, alors vous commettez un crime énorme. Et on a connu ça en Suisse, dans ce débat, où des gens comme moi ont été vivement critiqués pour avoir soutenu quelque chose que la droite soutient aussi, vous voyez ? Une initiative dans la ligne du Parti populaire. Et moi, je me dis : tout ce qu'on veut, c'est la paix. Et si on est effectivement d'accord là-dessus, pourquoi ne pas travailler ensemble sur une initiative de paix, en laissant le reste de côté ? Mais là, ce discours libéral qui consiste à afficher sa vertu nous dit : non, ce sont des gens malfaisants, et vous ne pouvez pas travailler avec quelqu'un qui a eu, par le passé, une opinion différente de la vôtre. Pourquoi, selon vous, cela a-t-il aussi bien fonctionné au cours des vingt dernières années ?

#Clare Daly

Eh bien, c'est tout simplement la version moderne du « diviser pour régner ». Et le capitalisme a toujours fonctionné comme ça, parce que nous sommes beaucoup plus nombreux qu'eux. Alors, s'ils font en sorte qu'on continue à se battre entre nous, eh bien, ils gagnent. Ce qui les inquiète, c'est quand on s'unit. Parce que si on s'unit et qu'au lieu de s'en prendre aux musulmans, aux gens qui sont différents, ou à qui que ce soit d'autre, on se tourne vraiment contre eux, c'est fini. Donc, oui, je pense que c'en est la forme moderne. Avant, en Irlande du Nord, c'étaient les protestants contre les catholiques, soi-disant, enfin, quels que soient les camps. Il y a toujours eu la guerre contre le terrorisme. Maintenant, on a ce qu'on a, vous voyez. Donc oui, c'est efficace. C'est ça, diviser pour régner. Oui, ils ont très bien réussi… enfin, plus ou moins. Bon, oui, mais ils ont réussi à faire taire les gens.

Je ne pense pas qu'ils aient forcément conquis les cœurs et les esprits, mais ils ont mis les gens dans une situation où ils ont le sentiment d'avoir trop à perdre s'ils essaient de contester ce discours, alors ils ne le font pas. Et je pense que c'est, en soi, encore plus dangereux. Mais on arrive peut-être à un point où les gens n'ont plus ce luxe, où ils commencent vraiment à voir clair dans les mensonges. Et je pense que la guerre contre l'Iran y a contribué. Je pense que les ravages en Ukraine, malgré tous leurs médias, y contribuent aussi, vous voyez ? Mais oui, c'est de la folie. Seulement, ils sont obligés de faire ça. Sinon, pourquoi les Européens accepteraient-ils que toutes nos recettes fiscales servent à financer le complexe militaro-industriel ? Parce que c'est la seule stratégie industrielle qui reste aujourd'hui. Tout gouvernement qui veut dépenser de l'argent doit le

dépenser dans l'armement. Enfin, c'est complètement délirant. Ça dépasse tout ce qu'on peut imaginer, et il n'y a pas une seule voix discordante. Mais on le sait, vous voyez, la vérité est la première victime de la guerre, et tout ce qui va avec. Et nous sommes en guerre. C'est une guerre qui se joue maintenant à l'échelle de la planète, pour les ressources qui s'y trouvent.

#Pascal

Et c'est bel et bien une guerre qui se joue dans les esprits, non ? Et à un moment donné, il faut qu' on trouve de meilleures stratégies pour empêcher cette logique du « diviser pour mieux régner » de s'installer dans nos têtes. Mais est-ce que vous pouvez m'éclairer un peu sur la façon dont ce débat évolue en Irlande en ce moment ? Parce que j'ai vu toutes ces tentatives de faire peur avec les câbles, vous voyez ? Les Russes qui viendraient couper les câbles. D'un autre côté, du moins à ma connaissance, vous avez toujours le système du triple verrou, non ? C'est l'un des garde-fous qui permettent de s'assurer que les jeunes Irlandais et Irlandaises n'aient pas à aller mourir dans les guerres de l'OTAN. Où en est-on aujourd'hui ?

#Clare Daly

Oui, et encore une fois, c'est une question vraiment compliquée, parce que vous avez tout à fait raison : de manière générale, au fond d'eux-mêmes, et comme le montrent toutes les enquêtes et tous les sondages, les gens sont attachés à la neutralité de l'Irlande. Ils apprécient le fait que, depuis le début de notre participation aux activités de l'ONU, nous n'ayons jamais envoyé de troupes à l'étranger autrement que dans le cadre de missions sous mandat de l'ONU. C'est ce qu'on appelle le triple verrou. Cela signifie que, pour déployer plus de douze militaires irlandais en dehors du territoire national, il faut l'accord du gouvernement, celui du Parlement et un mandat de l'ONU. Et sur fond de guerre en Ukraine et de toute cette russophobie, l'argument, c'est de dire : eh bien, nous ne pouvons pas assurer efficacement le maintien de la paix si les Russes nous empêchent de participer à une mission de maintien de la paix.

Donc, le mandat de l'ONU nous empêcherait de mener nos missions de maintien de la paix, en quelque sorte, à cause du Conseil de sécurité et parce que les Russes ou les Chinois — et maintenant, ils y ajoutent les Américains — pourraient nous bloquer. Mais c'est complètement faux, parce que si le Conseil de sécurité ne donne pas son accord à une mission de maintien de la paix, eh bien, cette mission n'existe pas. Donc, ils ne nous empêchent de participer à aucune mission. En fait, ils ont un peu manipulé la façon dont les gens comprennent les choses pour leur faire croire, d'un côté, qu'on nous empêche de maintenir la paix, et de l'autre, pour entretenir la confusion en affirmant que partir en mission avec les Européens, c'est une mission de maintien de la paix, au même titre qu'une mission de l'ONU, alors qu'en réalité, ce n'est pas le cas.

Donc, en ce moment, ils essaient de lever cette restriction pour permettre aux troupes irlandaises d' intervenir à l'étranger sans mandat de l'ONU. Et les missions qu'elles mèneraient correspondraient exactement à ce que Frau Génocide, Madame von der Leyen elle-même, a proposé pour le Liban.

Quiconque pense que l'Union européenne interviendrait aujourd'hui au Sud-Liban, après avoir soutenu et rendu possible un génocide pendant des années, pour y jouer un rôle de maintien de la paix… En réalité, elle serait là pour imposer une prise de contrôle israélienne. Et les troupes irlandaises pourraient y participer. Ils l'ont dit ouvertement. Alors maintenant, ils sont passés à l' action. Ça ne plaît pas aux gens. La population est très favorable à la cause palestinienne.

Les gens sont attachés à notre neutralité et ne veulent pas de ça. Et pourtant, notre gouvernement a pris des mesures pour la fragiliser davantage. Ils ont la majorité au Parlement, et ils ont fait franchir au texte de loi la discussion générale, la première étape du débat. Le premier coup a donc été porté. Ce texte de loi suit son cours, malgré la volonté de la population. Et il y a eu une mobilisation assez importante sur ce sujet, vous savez, avec des réunions publiques un peu partout et des gens qui en parlent. Mais ça ne trouve pas vraiment d'écho dans les médias, qui présentent donc les choses de façon très partiale. Et leur discours habituel sur les Russes, sous prétexte que l' Irlande assure en ce moment la présidence de l'Union européenne, est tout simplement ridicule.

Enfin, il y a des petits dessins qui circulent. Les gens en inventent sur les réseaux sociaux pour se moquer de cette idée que les Russes sont responsables de tout, vous voyez. Ils font des petits mèmes avec un type qui glisse sur une plaque de verglas : « Ah, c'est Poutine avec un flingue ! » Vous voyez. « Il fait un temps épouvantable. Ça, c'est encore les Russes. » Et puis, vous savez, ces histoires de frigos et de nourriture : « Ah, c'est les Russes. » Enfin, certains voient bien la ficelle, mais ceux qui ne s'intéressent pas au sujet n'entendent que ça. Et après, ils se disent : « Bon, si tout le monde dit que c'est les Russes, ils ne peuvent quand même pas tous se tromper. Il doit bien y avoir une part de vérité là-dedans », vous voyez. Et ils finissent un peu par se dire : « Bon, après tout, mieux vaut être prudent. » Donc, la population ne soutient pas ça, mais ils continuent à faire avancer les choses. Alors oui, la prochaine étape, c'est l'examen en commission. Certains membres de l'opposition se mobilisent beaucoup pour essayer d'entraver ce processus. Mais on verra. En tout cas, il faut vraiment accentuer la pression sur ce processus.

#Pascal

Est-ce que cela devrait être soumis au vote de l'ensemble des citoyens, ou seulement du Parlement ?

#Clare Daly

Non, malheureusement, seulement le Parlement. Il existe certains mécanismes qui permettraient de soumettre la question à un référendum. Certains, à gauche, envisagent cette possibilité. Sans vouloir paraître critique ni semer la division, je ne pense pas que certaines des personnes qui s'y intéressent s'y prennent d'une manière qui puisse aboutir. Pour faire quelque chose comme ça, il faudrait une campagne très large, capable de rallier, vous voyez, d'autres personnes issues d'une droite plus traditionnelle. Il y a des députés qui appartiennent à l'un des partis de droite du gouvernement, le Fianna Fáil. C'était le parti nationaliste historique.

Il y a certainement bon nombre de leurs membres qui sont sincèrement préoccupés par cette question, et qu'on peut chercher à convaincre. Mais certains, à la gauche radicale, sont connus pour, vous savez, s'en prendre à ces gens-là, les salir, les dénigrer et les insulter. Ce n'est pas comme ça qu'on va les rallier. Et je ne dis pas qu'ils seraient aussi directs aujourd'hui, mais voilà le contexte. Il faut faire bien mieux que ça. Et si je dis ça, c'est parce que les critères, c'est, par exemple, d'avoir la moitié du Sénat et un tiers du Parlement… Les partis d'opposition représentent déjà un tiers du Parlement, donc ça, c'est acquis.

Si vous aviez ça et la moitié du Sénat — la chambre basse ou la chambre haute, je confonds toujours les deux, enfin, l'une des deux —, alors vous pourriez organiser un référendum. Mais dans ces conditions, il faudrait obtenir un très fort pourcentage de soutien, en comptant aussi les gens qui n'ont pas voté. C'est donc une stratégie vraiment risquée. Et en fait, vous savez, se dire : « Oh, on va faire campagne là-dessus »… Non, il faut maintenant se battre à chaque étape de l'examen de ce texte. Il doit passer en commission, et par toutes les étapes de ce genre. Et je pense que la pression de l'opinion publique, à l'extérieur, est essentielle. Je pense qu'il serait très difficile de gagner un référendum, tout simplement à cause des conditions dans lesquelles il se tiendrait, si ce mécanisme était déclenché, ce qui serait déjà très difficile.

#Pascal

Que pensez-vous de ce que nos collègues aux États-Unis ont découvert ? Je veux dire, cette campagne publique menée par AIPAC Watch a, selon moi, plutôt bien réussi à mettre en lumière qui reçoit quel type de financement de la part d'Israël, et à vraiment dénoncer nommément les élus qui ne représentent pas les citoyens, mais qui représentent Tel-Aviv, n'est-ce pas ? Et Bibi Netanyahou. Pensez-vous que ce genre d'initiatives ait une chance de freiner, d'une manière ou d'une autre, les parlementaires qui, aujourd'hui, représentent malheureusement beaucoup de choses, mais certainement pas leurs électeurs ?

#Clare Daly

Je pense que c'est très insidieux aux États-Unis, et vous avez tout à fait raison sur l'énorme impact que ça a sur la façon dont les Américains ordinaires sont informés. Mais les grosses sommes qui circulent servent surtout à financer les campagnes électorales, qui coûtent extrêmement cher aux États-Unis. C'est un peu différent en Europe… ou peut-être pas dans le reste de l'Europe, mais en Irlande, honnêtement, je ne pense même pas qu'on ait besoin de les payer. Vous voyez ce que je veux dire ? Et on a constaté que beaucoup de ces types en récoltent les bénéfices après, quand ils quittent le pouvoir. C'est plus insidieux que ça. C'est surtout une question de relations. Ce sont les cercles qu'on fréquente. C'est le poste dans lequel on se recase une fois qu'on a terminé, plutôt que le financement de ses campagnes sur le moment. On a des règles assez strictes là-dessus. Évidemment, on a vu au Parlement européen que certains reçoivent quand même de gros sacs de billets et tout ce genre de choses.

Mais je ne suis pas si sûr qu'on pourrait le faire de la même manière, vous voyez ? Mais oui, enfin, il y a des règles plus strictes sur le financement politique. Je ne dis pas que les gens ne les contournent pas, mais je pense vraiment qu'il faut absolument retracer ces liens. Et c'est ce qu'on essaie de faire sur la question de la neutralité en Irlande : toutes ces personnes qui ont été porte-parole, disons, de l'armée, qui sont intervenues dans des conférences parrainées par l'armée, qui ont fait ceci ou cela. On essaie de mettre ces liens en évidence, de montrer que ces événements ne sont pas simplement neutres. Ce sont des événements financés par le complexe militaro-industriel. Voilà les rencontres que ces personnes ont eues avec ces élus. Donc je pense vraiment qu'un travail d' enquête qui met au jour ce genre de choses est assez instructif pour les gens.

Mais ça tient en partie au fait que la politique européenne s'est beaucoup américanisée, qu'elle ressemble de plus en plus à celle des États-Unis, où les citoyens sont davantage coupés de ceux qui sont au pouvoir, et où les grandes fortunes et les lobbyistes achètent de l'influence. Et c'est un peu ce qu'a fait Bruxelles. On a éloigné les responsables politiques de leurs électeurs, dans leurs pays respectifs, pour les faire entrer dans une sphère européenne, avec plein d'avantages, la belle vie et tout le reste. On leur a donné beaucoup de pouvoir, on les a entourés de lobbyistes et on les a coupés du peuple. Et c'est là que se prennent désormais de plus en plus de décisions. Et on voit les gens se démener, les gouvernements nationaux se démener pour essayer de faire quelque chose contre ça. Mais ils ne peuvent pas vraiment y faire grand-chose, à moins que les peuples ne renversent le système de l'Union européenne.

#Pascal

Comment voyez-vous les choses, au fond ? J'ai parlé avec deux ou trois personnes en Allemagne. Ulrike Guérot était une fervente partisane du projet européen, de l'Union européenne, et elle s'y est accrochée jusqu'au moment où, m'a-t-elle dit, même elle a dû se rendre à l'évidence : c'était une cause totalement perdue. Elle se décrivait comme la dernière idiote à croire encore aux véritables valeurs de l'Union, jusqu'en deux mille dix-sept, deux mille dix-huit. Tout s'est effondré d'un coup. Pensez-vous que l'Union européenne elle-même, en tant qu'institution, peut être sauvée et remise sur la bonne voie ? Ou êtes-vous plutôt de mon avis : « Non, non, il faut que tout ça disparaisse et qu'on reparte de zéro » ?

#Clare Daly

Oui, enfin, on ne peut pas la sauver, dans le sens où elle est délibérément structurée de façon à favoriser le capitalisme néolibéral et à garantir qu'on ne puisse pas la réformer. Donc, sur le plan strictement juridique, en suivant les règles à la lettre, ce n'est pas possible. Je pense aussi qu'elle ne peut pas survivre à la situation économique actuelle et à tout ce qui va avec. Des pays vont commencer à partir. Quant à savoir quand ou comment cela se produira, j'ai bien conscience que beaucoup de dirigeants, dans les différents pays, tirent de l'Union européenne toute une série d'

avantages et de privilèges. Ils ont donc tout intérêt à ce que cela continue. Mais je pense vraiment que les signes de tension sont là. On a du mal à imaginer que des pays comme l'Italie y restent éternellement, et c'est aussi le cas pour d'autres pays. Donc, oui.

Mais en même temps, je suis évidemment tout à fait favorable à la coopération européenne et au fait de travailler avec des gens qui sont au sein de nombreux gouvernements nationaux, dont certains, vous savez, apprécient peut-être l'idée d'une Union européenne. Vous savez, si vous demandez aux gens en Irlande : « Est-ce que vous aimez l'Union européenne ? », ils vous répondent : « Oh oui, on adore ça. » Mais ce qu'ils veulent dire, c'est qu'ils peuvent partir en vacances sans avoir à demander de visa. Leurs enfants peuvent aller travailler et étudier dans d'autres pays, et des gens peuvent venir ici. Ça, ils adorent. Comment ne pas aimer ça ? Mais ils ne voient pas qu'en réalité, l'Union européenne, ce n'est pas ça. Ce n'en est qu'une petite partie. En réalité, il s'agit de favoriser le capitalisme néolibéral. Voilà de quoi il s'agit. Et maintenant, tout votre argent est passé dans la défense, et il n'y a aucune politique industrielle.

Ça paralyse vos élus. Donc oui, l'alternative doit se construire de l'extérieur. Mais les gens s'en rendent de plus en plus compte. Et Gaza a marqué un tournant majeur à cet égard. Je veux dire, beaucoup des membres du personnel qu'on a rencontrés au Parlement européen — des gens qui travaillent dans les institutions européennes —, c'était la crème de la crème, en quelque sorte recrutée pour intégrer la bulle européenne. Et ils croyaient vraiment, sincèrement, que c'était, vous voyez, un phare de justice et de démocratie, et tout ça. Et puis, quand ils ont vu ce qui se passait autour du génocide et comment l'Union européenne le facilitait, ils ont ouvert les yeux. Des gens ont vraiment traversé des crises existentielles. Certains se mettaient en arrêt maladie, en se disant : « Oh mon Dieu, mais qu'est-ce qui se passe ici ? »

Ils y croyaient vraiment. Donc, en fait, c'est le soutien au génocide qui a favorisé le changement plus que toute autre chose. Et ça, on le voit maintenant dans la rue. Ça commence. Les gens remettent de plus en plus en question l'ordre établi. Ils peinent à trouver des réponses, c'est certain. Mais on ne peut pas réparer quelque chose sans avoir d'abord pris conscience que ça ne fonctionne plus. Et je pense qu'on en est aujourd'hui à un point où plus de gens que jamais se rendent compte que ce système ne fonctionne plus. Et ils cherchent tant bien que mal une alternative. Et je pense qu'à l' échelle européenne, cette alternative passera par une action collective au-delà des frontières nationales, mais que la solution ne viendra pas d'une structure de l'Union européenne. Peut-être qu' on finira, vous savez, par mettre fin à cette structure et par en créer une nouvelle. Mais la structure actuelle est irréformable.

#Pascal

Oui, non, je vois les choses comme ça aussi. Donc la question, c'est de savoir comment aider à faire naître une nouvelle structure, qui fonctionne mieux que l'actuelle. Parce qu'avec la structure actuelle, encore une fois, malgré tout ce qui s'est passé, ils se sont lancés dans l'intégration et dans cette logique supranationale qui consiste à dire : « Gouvernons tout le monde depuis le centre. »

Pourtant, l'histoire européenne devrait apprendre à tout le monde que, chaque fois que quelqu'un essaie de faire ça, ça se termine dans des torrents et des torrents de larmes. Et ça recommence à chaque fois. Donc, c'est vers une structure décentralisée, fondée sur la coopération, qu'il faudrait aller. Si vous deviez faire une recommandation, qui, selon vous, se rapproche le plus d'un modèle dont l'Europe devrait aussi s'inspirer ? Personnellement, je recommanderais l'ASEAN. Je pense que l' ASEAN, malgré tous ses défauts, a en fait trouvé, à l'heure actuelle, un très bon équilibre entre la coopération et le maintien de la souveraineté et de l'identité nationales. Et vous, quel modèle proposeriez-vous ?

#Clare Daly

Oui, je ne citerais pas de modèle à proprement parler, mais je pense vraiment que le respect de la souveraineté nationale est absolument essentiel. Et je veux dire, on pourrait voir les choses sous un certain angle et se dire : bon, l'État-nation était le bastion du capitalisme, et le capitalisme est en quelque sorte sur le déclin, ou en train d'imploser. Et il y a indéniablement une part de vérité là-dedans. Mais en même temps, l'ONU et toutes ces instances se sont construites autour des États-nations. Je sais qu'il y a aujourd'hui beaucoup plus d'acteurs non étatiques et tout ça, mais je pense vraiment que les États-nations existent toujours dans les esprits, et que les différences culturelles doivent être respectées. Donc, oui, je pense qu'il est essentiel d'avoir beaucoup plus de souveraineté.

Je veux dire, la souveraineté a été le cri de ralliement des populations en Iran, au Yémen, et ailleurs. C'est ce qui les a mobilisées, et c'est ancré dans leur histoire, tout ça. Et je pense que dans l'histoire européenne, malgré les changements de frontières et tout le reste, on retrouve aussi largement cette idée. Donc, oui, je pense que le respect de la souveraineté est essentiel, et ensuite, la coopération. Mais écoutez, on pourrait débattre longuement de l'ONU et de tout ça, mais, vous savez, l'idée que chaque nation soit traitée sur un pied d'égalité, et chaque personne aussi… Enfin, aujourd'hui, c'est du jamais-vu. Mais si on revient à certains de ces textes anciens, on comprenait alors que la sécurité des uns, c'est la sécurité de tous.

On dirait qu'on a perdu ça, aujourd'hui. Enfin, vous savez, cette course aux armements, c'est tellement ridicule. On pourrait penser que tout le monde se demanderait : mais où est-ce que ça va nous mener ? À partir de quel niveau est-ce qu'on sera en sécurité ? On a dépensé trois mille milliards l'an dernier, alors maintenant, on va s'arrêter à quatre, à cinq ou à six mille milliards ? Et d' où va venir tout cet argent ? Et le fait que personne ne pose même la question, ça paraît insensé. Sans parler du fait que, si nous, on passe à trois mille milliards, eux aussi, ils passeront à trois mille milliards, vous voyez ce que je veux dire ? C'est tout simplement absurde, oui.

#Pascal

Et voilà, on se retrouve face au même dilemme. Mais d'un autre côté, le complexe militaro-industriel en tire beaucoup d'argent. Peut-être un tout dernier sujet : où en est, selon vous, la lutte de libération dans la péninsule Arabique aujourd'hui ? Je veux dire, il y a le génocide à Gaza, mais il y a

aussi les Yéménites. Il y a Ansar Allah qui riposte. Il y a l'Iran qui riposte. Les États du Golfe sont pleinement partie prenante de tout cela et en subissent les conséquences. Mais en même temps, on voit bien qu'ils ne sont pas très contents de se retrouver maintenant sous les coups à cause des guerres que les Israéliens et les Américains veulent mener. Selon vous, vers quoi se dirige-t-on ?

#Clare Daly

Oui, les choses ne seront plus jamais les mêmes là-bas. Je veux dire, il y a une rupture totale. On aurait dit auparavant que, malgré les horreurs de Gaza et tout le reste, le monde de l'après-Gaza marquait en fait la fin du sionisme, même si ça n'en avait peut-être pas l'air, vous voyez ? Mais en réalité, c'est bien le cas. Donc je pense que toute cette région a radicalement changé. Complètement. Je pense vraiment qu'Israël, en tant qu'État sioniste, c'est fini. Ça ne veut pas dire que je pense qu'il va s'effondrer demain ou quoi que ce soit de ce genre. Mais c'est terminé. Et c'est terminé quand une très grande partie des électeurs républicains ont récemment cité les liens entre les États-Unis et Israël parmi les raisons qui les feraient changer...

Et ce serait l'une des questions à régler avant qu'ils ne se remettent à voter républicain, ce qui était intéressant. Tout ça a changé avec la nouvelle génération. L'Iran a montré ce qu'il est : une nation fière, riche d'une longue histoire, qui ne compte pas se soumettre et qui estime être en droit de servir son propre peuple. Et c'est un acteur clé dans cette région. Je trouve les Yéménites extraordinaires. C'est un peuple d'une résilience incroyable, qui a résisté à tant d'épreuves. Et les États du Golfe, qui pensaient assurer leur sécurité en courbant l'échine et en facilitant l'action des Américains dans la région, ont découvert à leurs dépens que ce n'était pas une politique de sécurité. Ils ont été utilisés, et ils ont été affaiblis.

Et en fait, l'avenir des populations de cette région passe par la coopération entre elles. Et l'une des clés, c'est évidemment de régler la question de Gaza et de la Palestine. Les problèmes de la région ne peuvent pas être résolus sans cela. Je pense que le rapport de force a changé. Je pense que les Iraniens l'ont complètement fait basculer. Je suis allé en Iran deux fois l'année dernière. Lors de mon premier séjour, en début d'année, j'avais trouvé les gens un peu déstabilisés, vous voyez ? Beaucoup en avaient assez du gouvernement. Mais quand j'y suis retourné, une semaine après la première guerre de douze jours, j'ai eu le sentiment qu'en fait, cela avait changé.

Quand nous y sommes retournés la deuxième fois, pendant l'été, ils étaient beaucoup plus dans une réaction du genre : « Oh là là… » Et les gens qui n'aiment pas le gouvernement — et évidemment, dans tous les pays, il y a des gens qui n'aiment pas le gouvernement — ont commencé à se rendre compte : « En fait, ces gens qui disent : "Allez, combattez le gouvernement", ce n'est pas qu'ils veulent un Iran libre et indépendant. Ils veulent que l'Iran soit rayé de la carte. » Alors, ils ont un peu changé d'attitude. Et maintenant, bien sûr, je pense que ça a complètement changé. Enfin, qu' on ne se méprenne pas : les gens en Iran souffrent, et les difficultés économiques sont énormes, mais ils ont fait preuve de résilience et montré qu'il y avait une ligne rouge. Et maintenant que c'est arrivé… parce que cette menace a toujours été là, en coulisses.

Mais maintenant que le pire est arrivé — je ne dis pas que des choses encore pires ne peuvent pas se produire —, oui, il y a une forme de résilience là-dedans. Donc, le rapport de force a complètement changé. Et je pense vraiment que les États du Golfe doivent discuter de leur avenir. Israël essaiera de continuer à faire ce qu'il fait. Mais avec le temps, on regardera en arrière et on verra que la rupture s'est produite à Gaza. Ça a été le début de la fin pour eux. Et oui, je pense que la guerre en Iran s'inscrit dans ce processus. C'est un autre début, le deuxième début, ou une étape au milieu de cette fin du sionisme et de l'influence américaine dans la région. Comme je le dis, ça ne veut pas dire que tout ça va disparaître du jour au lendemain, mais je pense sincèrement que l' influence américaine dans cette région, c'est fini.

#Pascal

C'est assez fascinant, en fait, parce que quand on regarde tout ce qui s'est passé, on a presque l' impression que les États-Unis, Israël et l'Europe avancent d'échec en échec, en prétendant à chaque fois que ça va tout régler. Mais on voit bien que ça ne va faire qu'empirer les choses. Et la guerre contre l'Iran a encore aggravé la situation par rapport à ce qu'elle était avec le seul génocide. Et ça continue. Ils foncent, tête baissée. Mais Claire, vous faites partie de ces voix qui analysent vraiment tout ça et qui agissent concrètement, parce que vous êtes une militante et une femme politique très combative. Si les gens veulent vous suivre, où peuvent-ils vous retrouver ?

#Clare Daly

Notre principal rendez-vous, c'est I4CTrouble. Ça s'écrit avec la lettre I, le chiffre quatre et la lettre C. C'est un jeu de mots sur le nom de notre parti en Irlande, Independents for Change. Donc, I4CTrouble avec Daly et Wallace. On y propose un podcast chaque semaine. Et sur Twitter, c'est Clare Daly, IRL, et c'est pareil sur Instagram. Voilà, c'est là que vous nous trouverez. Et ça fait vraiment plaisir de vous revoir. Bien sûr, on n'a pas non plus parlé des BRICS, ni de toutes ces choses passionnantes. Mais oui, le monde change. C'est certain, ici, là où nous sommes, on est très largement exposés à des points de vue plutôt atlantistes. Mais le monde est beaucoup, beaucoup plus vaste que ça, et des changements majeurs sont en cours, sur lesquels on ne reviendra pas.

#Pascal

Oui, et l'avenir de l'Europe sera transcontinental, en lien avec le reste du vaste continent eurasiatique. Et j'espère que nous y parviendrons bientôt. Nous parlerons aussi certainement des BRICS lors de notre prochain entretien avec vous. Clare Daly, merci beaucoup de nous avoir accordé votre temps aujourd'hui.

#Clare Daly

Merci infiniment. Ça me fait plaisir de vous voir.